



**MAINTENANCE DES BORNES DE PRET ET MATERIELS ASSOCIES,
FOURNITURE DE CONSOMMABLES ASSOCIES POUR LES
BIBLIOTHEQUES DE L'UNIVERSITE LYON 2**





CONSULTATION N° 2024S24028

Cahier des Clauses Particulières

PREAMBULE :	4
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - CONTEXTE :	4
1.2- OBJET DU MARCHE :	4
1.3 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.4 - DUREE DU MARCHE	5
1.5 - FORME DU MARCHE :	5
1.6 - PRESENTATION DES BONS DE COMMANDE :	5
1.7 - LIVRAISON COMPLEMENTAIRE :	6
1.8 - PRESTATIONS SIMILAIRES	6
1.9 - CLAUSE DE REEXAMEN	6
1.10 - DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES	6
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 3: INTERVENANTS	7
ARTICLE 4 : OBLIGATION DE L'UNIVERSITE	7
4.1- ENTRETIEN DU MATERIEL (LOT 1)	7
4.2- ACCES AUX LOCAUX	8
ARTICLE 5 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
5.1 - CONDITIONS DE LIVRAISON (LOT 2)	8
5.2 - BORDEREAU DE LIVRAISON (LOT 2) :	8
5.3 - STOCKAGE, EMBALLAGE ET TRANSPORT	9
ARTICLE 6 : MAINTENANCE	9
6.1 MAINTENANCE PREVENTIVE	9
6.2 MAINTENANCE CORRECTIVE	10
6.3 MAINTENANCE EVOLUTIVE	11
6.4 - CARNET DE BORD ET ETAT ANNUEL	11
ARTICLE 7: DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON	12
7.1 - DELAIS DE BASE	12
7.2 - PROLONGATION DES DELAIS	13
ARTICLE 8 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 9 : GARANTIES	13
ARTICLE 10 : AVANCE	13
ARTICLE 11 : GARANTIES FINANCIERES	13
ARTICLE 12: PRIX DU MARCHE	13

12.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	13
12.2 - MODALITES DE REVISION DES PRIX	15
ARTICLE 13 : CONDITION DE PAIEMENT	15
13.1 - AVANCE	15
13.2 - MODALITES DE FACTURATION	15
13.3 - PERIODICITE DES PAIEMENTS	16
13.4 - REGIME DES PAIEMENTS	16
13.5 - DELAI DE PAIEMENT	16
13.6 - MODIFICATIONS FINANCIERES POUR CIRCONSTANCES IMPREVUES	16
ARTICLE 14 : DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS	17
ARTICLE 15 : PENALITES	19
15.1 - PENALITES DE RETARD DE LIVRAISON DES CONSOMMABLES (LOT 2)	19
15.2 - PENALITES POUR RETARD DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE	19
15.3 - PENALITES POUR RETARD DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE CORRECTIVE	19
15.4 - PENALITES POUR RETARD DANS LE CADRE DE LA MAINTENANCE EVOLUTIVE	20
15.5 - PENALITES POUR INDISPONIBILITE	20
15.6 - AUTRES VIOLATIONS CONTRACTUELLES	20
15.7 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
ARTICLE 16 : ASSURANCES	21
ARTICLE 17 : OBLIGATION DE VIGILANCE	21
ARTICLE 18 : RESILIATION DU MARCHE	22
18.1- RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	22
18.2 RESILIATION POUR FAUTE	22
ARTICLE 19 : REGLEMENT DES LITIGES ET CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE	22
ARTICLE 20 : DEROGATIONS AU C.C.A.G.	23

Préambule :

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Contexte :

Le Service Commun de Documentation (SCD) de l'Université Lumière Lyon 2 utilise différents matériels (automates de prêt, stations RFID, portiques antivol, compteurs de passage et système d'inventaire mobile...) dont la liste détaillée est fournie en Annexe 1 du présent C.C.P. ; matériels acquis auprès de la société BIBLIOTHECA - IDENT SAS depuis septembre 2012.

1.2- Objet du marché :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

- Maintenance préventive, corrective et évolutive des bornes de prêt et matériels associées (cf. liste en annexe 1 du CCP - ce matériel est lié à la technologie RFID)
- Fourniture de matériels d'encodage et consommables (platines RFID, étiquettes RFID, rouleaux de tickets...) dont le détail est indiqué à l'annexe 2 du présent C.C.P.

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

Lieu(x) d'exécution :

- Service commun de Documentation (SCD) Campus Berges du Rhône : 10 rue Chevreul 69365 Lyon Cedex 07
- Service Commun de Documentation Campus de Bron Porte des Alpes : 5, avenue Pierre Mendès-France 69676 Bron cedex

1.3 - Décomposition en tranches et lots

La consultation est décomposée en 2 lots (juridiquement distincts) :

Objet des lots
Lot n°1 : Maintenance des bornes de prêt et matériels associés pour les bibliothèques
Lot n°2 : Fourniture de consommables associés

1.4 - Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification. Le marché peut être reconduit **tacitement** par période successive de 1 an pour une durée **maximale de reconduction de 3 ans**.

L'acheteur notifie la décision de ne pas reconduire le contrat avant la date de fin de la période d'exécution en cours. Cette notification est adressée soit via le profil acheteur (plateforme PLACE) soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat. La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre s'imposera dès lors au titulaire sans que ce dernier ne puisse la contester ou demander une quelconque indemnisation. En cas de non-reconduction, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Sauf cas spécifiquement prévu par la clause de réexamen, la durée maximale du contrat ne peut dépasser 4 ans.

Reconduction anticipée du contrat : dans la perspective de l'atteinte imminente du montant maximum de la période en cours, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

1.5 - Forme du marché :

La consultation est passée selon une procédure adaptée ouverte conformément aux articles L.2123-1, R.2123-1 et R.2162-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

La consultation est lancée sous la forme d'un accord cadre au sens de l'article R.2162-2 al. 2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. Pour chaque lot, l'accord cadre à bons de commande sera mono-attributaire, sans minimum en valeur et avec un maximum en valeur :

- **Montant maximum annuel pour le lot n°1** « Maintenance des automates de libre-service et matériels associés pour les bibliothèques » : **20 000 € HT max/an** ;
- **Montant maximum annuel pour le lot n°2** « Fourniture de consommables associés » : **14 000 € HT max/an** ;

Le montant est identique pour chaque période reconduction éventuelle.

1.6 - Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,

- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : Le/la Président.e de l'université Lyon 2 ou toute personne ayant reçu une délégation à cet effet.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la réception du bon de commande, sous peine de forclusion. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

Dans tous les cas, et sauf notification d'un ordre de service contraire, aucune prestation ne peut débiter sans la notification préalable, par l'acheteur, d'un bon de commande au titulaire.

1.7 - Livraison complémentaire :

L'acheteur pourra, conformément à l'article R.2122-4 du code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet des livraisons complémentaires.

1.8 - Prestations similaires

Pour le présent accord-cadre, l'acheteur pourra, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, passer avec le titulaire des marchés négociés sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, dans un délai de trois ans à compter de la notification du contrat.

1.9 - Clause de réexamen

Outre le cas prévu par l'article 25 du CCAG-FCS et en application de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, le contrat peut être modifié, par avenant, quel que soit le montant et sans nouvelle procédure de mise en concurrence :

- Chaque semestre, une révision du BPU pourra être mis en œuvre par les parties à la demande de l'acheteur dans l'objectif d'identifier de nouveaux besoins récurrents non listés au BPU ou de supprimer des produits ;
- Etendre la maintenance prévue au contrat à d'autres matériels non acquis au jour de la publication du marché ;
- Restreindre le périmètre de la maintenance en cas de suppression d'un ou plusieurs matériels.

1.10 - Dispositions environnementales

Le titulaire devra assurer ou faire assurer la valorisation ou l'élimination des déchets considérés conformément à la réglementation en vigueur. Un suivi durant l'exécution du marché des données issues du traitement des DEEE doit être prévu (tonnages, valorisation associée, lieux de traitement, etc). Les modes de traitement doivent notamment respecter la hiérarchie précisée à l'article L.541-1 du code de l'environnement : la préparation en vue de la réutilisation / le recyclage / toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique / l'élimination.

Article 2 : Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du contrat sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent cahier des clauses particulières et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fourniture et services (CCAG-FCS), sous réserve des dérogations explicitement apportées par le présent CCAP) ;
- Le bordereau des prix (BP) ;
- Le cadre de réponse technique et environnementale ;
- Le bon de commande ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

S'agissant d'un contrat d'adhésion, les conditions générales de vente émises par le titulaire, ses sous-traitants ou ses fournisseurs ne sont pas applicables à l'accord-cadre. Le contrat ne peut être modifié que par avenant signé par les deux parties.

Il est expressément reconnu le caractère contractuel du cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (bien que non joint, il est réputé connu par le candidat/titulaire).

Il est également reconnu que les dispositions du code de la commande publique sont applicables à l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du C.C.A.G-FCS, la notification de l'accord-cadre se matérialisera uniquement par la transmission par l'acheteur public au titulaire, d'une copie de l'acte d'engagement.

Article 3: Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Lumière Lyon2**, représenté par son/sa représentant.e en exercice.

Adresse et coordonnées :

Université Lumière Lyon 2
18 quai Claude Bernard
69007 - Lyon
Site internet : www.univ-lyon2.fr

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat une ou plusieurs personnes physiques chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Article 4 : Obligation de l'Université

4.1- Entretien du matériel (lot 1)

L'Université laisse à la charge du titulaire toutes les opérations d'entretien nécessitant des connaissances particulières des règles de l'art. L'Université se réserve d'effectuer elle-même les opérations d'entretien

qui ne nécessitent pas de connaissances approfondies (changement des rouleaux des bornes...).

4.2- Accès aux locaux

L'Université s'engage à donner toutes les facilités aux agents du titulaire pour accéder aux locaux afin d'effectuer les prestations.

Le titulaire devra néanmoins prendre toutes les dispositions nécessaires pour ne pas salir les locaux ou endommager les différents matériels appartenant à l'Université.

Le titulaire est par ailleurs responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents survenant du fait de son personnel à l'intérieur des bâtiments de l'Université, ainsi que des dégâts pouvant survenir à l'occasion de l'exécution des prestations.

Il est également responsable des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

Article 5 : Conditions d'exécution des prestations

5.1 - Conditions de livraison (Lot 2)

Les livraisons seront effectuées par le titulaire dans les locaux indiqués sur le bon de commande. Les commandes seront généralement livrées à l'une des adresses suivantes :

Université Lumière Lyon 2
BUP Bron, Bâtiment S
5 avenue Pierre Mendès-France 69676 Bron cedex
Bureau des Entrées
Les livraisons peuvent avoir lieu de 9 à 12h, du lundi au vendredi.

Université Lumière Lyon 2
BU Chevreul
84 rue Pasteur 69007 Lyon Cedex
Les livraisons peuvent avoir lieu de 9 à 17h, du lundi au vendredi

Le non-respect de l'adresse de livraison pourra entraîner le refus de réception des fournitures qui pourront être retournées au titulaire qui devra prendre en charge les coûts de transport y afférent.

Le titulaire devra prendre contact avec l'Université pour convenir de la date et de l'heure de la livraison.

5.2 - Bordereau de livraison (Lot 2) :

Chaque livraison doit être accompagnée d'un bordereau de livraison en deux exemplaires et numéroté indiquant les mentions suivantes :

- la référence du marché ;
- le numéro de lot ;
- le nom du titulaire du marché et son adresse ;
- le nom et n° de téléphone du service ayant passé la commande ;
- le lieu de livraison ;
- la date de livraison ;
- les quantités demandées et livrées ;
- prix facturé (par ligne + prix total) ;

Le bon de livraison ne doit en aucun cas valoir facture, ni s'intituler tel.

La signature du bon de livraison ne vaut pas admission, et ne saurait remplacer la procédure de constatation de l'exécution des prestations prévue à l'article 8 de ce CCP.

5.3 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions prévues à l'article 20 du CCAG-FCS.

Article 6 : Maintenance

Par « maintenance », on désigne les prestations permettant le maintien en condition opérationnelle des matériels à titre préventif ou correctif.

Par « tierce maintenance applicative », on désigne les prestations qui consistent à conserver un programme informatique dans un état lui permettant de remplir sa fonction. Ces prestations de maintien en condition opérationnelle s'exécutent à titre préventif ou correctif.

Elles peuvent également concerner des prestations d'évolution des logiciels.

Ces services peuvent être rendus sur le site du pouvoir adjudicateur ou à distance dans les locaux du titulaire.

Par « préventif », on entend les mesures d'entretien exécutées pour éviter la survenance d'anomalies.

Par « correctif », on entend les mesures consistant à corriger les anomalies.

Par « évolutif », on entend les mesures de maintenance visant à faire évoluer ou à adapter une ou plusieurs applications, afin d'intégrer de nouvelles fonctions, d'en améliorer le fonctionnement ou de prendre en compte de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires.

Conditions de la maintenance.

La maintenance des prestations livrées comprend les interventions demandées par l'acheteur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées aux prestations livrées sur l'initiative du titulaire. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer. L'acheteur ne peut faire effectuer les opérations de maintenance non prévues au marché qu'après accord du titulaire.

6.1 Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour objet le maintien en état de fonctionnement du matériel. Elle s'entend de toutes les opérations de vérification, de contrôle, de test de réglage et d'entretien et de remplacement des pièces d'usure courante permettant au matériel d'être utilisé par l'Université selon l'usage auquel il est destiné.

Le titulaire est tenu d'effectuer les opérations de maintenance préventive en conformité aux préconisations du constructeur du matériel, en respectant la périodicité et le contenu des opérations. Toute évolution des préconisations du constructeur doit être prise en compte par le titulaire.

6.1.1 Modalités d'intervention

Lorsque que la maintenance préventive est effectuée dans les locaux de l'Université, les interventions s'effectueront pendant les heures d'ouverture des services de l'Université : du lundi au vendredi de 9h à

17h (sauf indication contraire des services en question).

Le titulaire doit informer l'Université des dates de ses interventions pour maintenance préventive, et de la durée d'indisponibilité des matériels et logiciels.

Si la maintenance peut s'opérer directement depuis les locaux du titulaire, il informera l'Université de la date et de l'heure de l'intervention, et le cas échéant, de la durée d'indisponibilité du matériel ou logiciel.

Le titulaire devra recenser toutes les interventions dans un registre prévu à cet effet, conformément aux stipulations de l'article 6.4 du présent C.C.P.

6.2 Maintenance corrective

La maintenance corrective correspond à toute intervention du titulaire pour la remise en fonctionnement d'un élément essentiel du matériel conformément à la notice dudit matériel.

Les demandes de dépannage seront effectuées par tous moyens. Le titulaire s'engage à transmettre à l'Université, en retour par e-mail, la réception de cette demande en y indiquant les mentions suivantes : nature de l'appel, le lieu, la date et l'heure de la demande.

L'heure de déclaration des anomalies par l'Université au titulaire servira de référence pour le début des délais d'intervention et de diagnostic.

6.2.1 - Type d'incident :

- **Incident bloquant** : tout incident rendant impossible l'utilisation des matériels ou des fonctions essentielles de ce dernier (essentielles s'entendant au sens du besoin du pouvoir adjudicateur), sans solution de contournement (Exemple d'incident bloquant : pannes complète d'automates de prêt/retour, dysfonctionnement de la station RFID...)
- **Incident urgent et non bloquant** : tout incident rendant impossible l'utilisation d'une partie des fonctions du matériel sans pénaliser les fonctions essentielles de ce dernier (essentielles s'entendant au sens du besoin du pouvoir adjudicateur), sans solution de contournement.
- **Incident non urgent, non bloquant** : tout dysfonctionnement mineur n'empêchant pas l'utilisation de la solution dans l'ensemble de ses fonctions, y compris au moyen d'une procédure de contournement.

6.2.2 Modalités d'intervention

La maintenance corrective s'opère sur site aux heures d'ouverture des services de l'Université : du lundi au vendredi de 9h à 17h (sauf indication contraire des services en question).

Le titulaire devra effectuer dans les délais indiqués à l'article 7.1.1 du présent CCP un premier diagnostic permettant d'identifier le type de panne, la date et l'heure prévues d'intervention pour maintenance corrective, et de la durée d'indisponibilité prévue des matériels et logiciels. Ce premier diagnostic devra également indiquer si l'intervention pourra se dérouler dans les locaux de l'acheteur.

Le titulaire devra recenser toutes les interventions dans un registre prévu à cet effet, conformément aux stipulations de l'article 6.4 du présent C.C.P.

6.2.3 Sanction d'intervention de réparation ou de remplacement

En cas d'impossibilité de réparer le matériel sur site, le titulaire devra livrer gratuitement, à ses frais et risques, dans le service d'utilisation, un matériel de remplacement présentant des caractéristiques équivalentes dans le délai maximal de 2 jours ouvrés à compter du lendemain du jour d'intervention.

Si dans le délai maximal de 2 jours ouvrés à compter du lendemain de la demande d'intervention, le titulaire n'a pas procédé à la réparation effective du matériel ou s'il n'a pas informé l'Université du remplacement d'une machine ne pouvant être réparée sur site, l'Université pourra résilier le marché sans avoir à verser d'indemnité de résiliation.

En tout état de cause et conformément à l'article 15.5 du présent CCP, l'Université appliquera les pénalités pour indisponibilité.

6.3 Maintenance évolutive

Le titulaire devra assurer une maintenance évolutive autant de besoin que nécessaire c'est-à-dire dès qu'une évolution sur un matériel ou sur un logiciel surviendrait (mise à jour, changement de version etc.). Le titulaire devra intervenir sur sa propre initiative et après accord de l'Université ou sur demande de l'Université.

La maintenance évolutive s'opère sur site, pendant les heures d'ouverture des services de l'Université : du lundi au vendredi de 9h à 17h (sauf indication contraire des services en question).

Le titulaire doit informer l'Université des dates de ses interventions pour maintenance évolutive et le cas échéant, de la durée d'indisponibilité du matériel ou du logiciel.

Si la maintenance peut s'opérer directement depuis les locaux du titulaire, il informera l'Université de la date et de l'heure de l'intervention et le cas échéant, de la durée d'indisponibilité du matériel ou du logiciel.

Le titulaire devra recenser toutes les interventions dans un registre prévu à cet effet, conformément aux stipulations de l'article 6.4 du présent C.C.P.

6.4 - Carnet de bord et état annuel

Afin de permettre de reconstituer un historique des pannes et des réparations effectuées sur le matériel, toute intervention du titulaire au titre de la maintenance préventive et/ou corrective et/ou évolutive doit être inscrite par celui-ci dans un carnet de bord prévu à cet effet, ouvert par le titulaire pour chaque équipement à entretenir et tenu contradictoirement sur le site d'utilisation des matériels. Tout incident ou arrêt affectant la marche de l'un des quelconques éléments du matériel, est consigné sur ce carnet.

Le carnet de bord devra faire mention des éléments suivants :

- les dates, heures et délais d'intervention ;
- la nature des pannes constatées et les mesures prises ;
- la description des pièces et organes remplacés ;
- le nom et la signature du technicien ayant effectué l'intervention.

L'Université et le titulaire signent tous deux le carnet de bord et consignent leurs éventuelles observations.

Après chaque intervention, le technicien envoyé fait signer le bon d'intervention à l'Université, sur lequel figurent les mentions suivantes :

- la nature du dépannage
- la ou les pièce(s) éventuelle(s) à remplacer ;
- l'indication selon laquelle le matériel est réparé ou ne l'est pas ;
- l'indication, le cas échéant, de la commande de pièce.

Article 7: Délais d'exécution ou de livraison

7.1 - Délais de base

7.1.1 - Délais d'exécution pour le lot 1 :

Maintenance préventive

La maintenance préventive des matériels se fera au moins 1 fois par an.

Le titulaire informera par tous moyens, le Service Commun de la Documentation de sa visite dans un délai de 15 jours précédents ladite visite. L'acheteur se réserve le droit de faire modifier cette date selon ses disponibilités. Une communication écrite (par courriel ou par courrier) émanant du titulaire récapitulera la date convenue entre les deux parties pour l'intervention au titre de la maintenance préventive.

Le délai d'exécution commence à courir à partir de la date convenue entre les deux parties pour l'intervention au titre de la maintenance préventive.

A l'occasion de cette visite obligatoire, les ajustements, réglages et nettoyage nécessaires seront effectués pour obtenir les performances optimales des appareils.

En cas de non-respect des délais indiqués ci-avant, le titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard.

Maintenance corrective :

Les délais d'intervention liés à la maintenance corrective sont les suivants :

Classification de l'incident	Délais
Incident bloquant	4h pour l'établissement d'un diagnostic 8h pour l'intervention
Incident urgent et non bloquant	4h pour l'établissement d'un diagnostic 24h pour l'intervention
Incident non urgent, non bloquant	4h pour l'établissement d'un diagnostic 72h pour l'intervention

Les délais d'exécution commencent à courir à partir de la date et de l'heure de déclaration de la panne effectuée par le Service Commun de Documentation auprès du titulaire par tout moyen permettant une traçabilité. En cas de non-respect des délais indiqués ci-avant, le titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard.

Maintenance évolutive :

La maintenance évolutive des matériels se fera lors de la survenance du besoin (mise à jour, changement de version...).

Le titulaire informera, par tous moyens, le Service Commun de la Documentation de sa visite dans un délai de 15 jours précédents ladite visite. L'acheteur se réserve le droit de faire modifier cette date selon ses disponibilités. Une communication écrite (par courriel ou par courrier) émanant du titulaire récapitulera la date convenue entre les deux parties pour l'intervention au titre de la maintenance évolutive.

Le délai d'exécution commence à courir à partir de la date convenue entre les deux parties pour l'intervention au titre de la maintenance évolutive. En cas de non-respect des délais indiqués ci-avant, le titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard.

7.1.2- Délais d'exécution pour le lot 2 :

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Les livraisons devront être effectuées, au plus tard, dans les **5 jours** (délai entendu en jours calendaires) qui suivent la date de réception du bon de commande. En cas de non-respect des délais indiqués ci-avant, le titulaire s'expose à l'application de pénalités de retard.

7.2 - Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 8 : Constatation de l'exécution des prestations

Les articles 27 à 33 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 9 : Garanties

Les prestations font l'objet de la garantie prévue au CCAG de référence.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

Article 10 : Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option qui est retenue pour la régime des avances est l'option A. Le titulaire indique à l'acte d'engagement sa décision de percevoir ou non des avances durant l'exécution de l'accord-cadre.

Article 11 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 12: Prix du marché

12.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

12.1.1 - Nature des prix

Les prix du contrat sont unitaires (lot 2) et forfaitaire (lot 1).

12.1.2 - Révision des prix

Les prix du contrat sont **révisables**, annuellement, à la date anniversaire du contrat, à la hausse comme à la baisse, par application d'une formule de révision.

La **formule de révision** utilisée est $P = P_o * (0,15 + ((\text{Indice}_0 / \text{Indice}_1) \times 0,85))$.

P = prix révisé

P_o = prix de l'offre initiale ou issu de la révision précédente

Indice 0 = valeur de l'indice définitif publié au jour de la remise de l'offre initiale ou utilisé lors de la révision précédente.

Indice 1 = valeur de l'indice définitif publié au moment de la demande de révision

Lot	Code index	Libellé de l'index
Lot n°1	Syntec	Indice Syntec
Lot n°2	CPF 17.29	Etiquettes adhésives
	CPF 26.11	Composants électroniques

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs des indices seront effectués avec au minimum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Cette formule de révision est exclusive de toute autre. Aucune autre révision de données ne pourra donner lieu à modification du prix

Modification d'un indice

- En cas de changement par l'INSEE (ou par un organisme habilité) de la dénomination et/ou de la base de calcul d'un indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce changement s'applique automatiquement et sans formalité ;
- En cas de suppression par l'INSEE (ou par un organisme habilité) d'un indice et de son remplacement par un autre indice avec ou sans coefficient de raccordement associé, ce remplacement sera notifié par courrier au titulaire par l'administration.

12.1.3 - Contenu des prix

Les prix du contrat comprennent :

- les frais afférents à l'exécution des prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (ex : frais de déplacement) ;
- le suivi contractuel ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- la maintenance couvre la valeur des pièces ou éléments, outillages nécessaires, ainsi que les frais de la main d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications ;
- les assurances tous risques (couvrant notamment le matériel, le personnel et les dommages causés aux personnes et aux matériels) y compris les éventuels coûts de mise en œuvre de ces assurances en cas d'accident (franchise, etc). Ces charges, sujétions, frais liés et frais d'assurances susmentionnés ne peuvent donc pas être facturés en tant que tels hors de la vie du marché puisqu'ils sont déjà inclus dans les prix contractualisés ;
- la livraison des produits France de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison.

En cas de cotraitance conjoint ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

12.2 - Modalités de révision des prix

Il appartient, sous peine de forclusion, à la partie la plus diligente d'effectuer la demande écrite de révision des prix et de motiver cette révision, par courrier recommandé avec accusé de réception, par courriel ou via le profil acheteur (plateforme PLACE), un mois calendaire avant la date anniversaire du marché. Cette demande se traduira par la transmission d'une proposition de bordereau de prix.

A compter de la réception de la demande de révision, l'autre partie dispose d'un délai d'un mois calendaire pour notifier sa décision d'acceptation des nouveaux prix, de correction ou de rejet.

Le silence de l'autre partie à l'issue de ce délai, vaut acceptation de la demande de révision (sous réserve de l'application du butoir et de la clause de sauvegarde).

Malgré le jeu de la formule de révision, l'acheteur admettra, lors de chaque révision annuelle, une augmentation maximale des prix du titulaire (chaque prix étant traité individuellement sur le bordereau des prix) de 5 % par semestre. Si les prix venaient à dépasser ce seuil, il pourra être fait application de ce butoir sur les prix initiaux pour déterminer les nouveaux prix de l'accord-cadre.

La décision de mise en œuvre de la présente clause butoir se traduira par la correction puis le renvoi du bordereau des prix (pour annulation et substitution). La décision sera notifiée par tous moyens au titulaire de l'accord-cadre. Cette clause butoir ne s'applique pas à la baisse des prix. Dans tous les cas, et quand bien même, une acceptation tacite de la révision des prix serait acquise par le titulaire, l'Université pourra toujours faire application de ce butoir à tout moment.

Article 13 : Condition de paiement

13.1 - Avance

Conformément à l'article 11.12 du CCAG-FCS, l'option qui est retenue pour le régime des avances est l'option A. Le titulaire indique à l'acte d'engagement sa décision de percevoir ou non des avances durant l'exécution de l'accord-cadre.

13.2 - Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement bancaire du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- le numéro du bon de commande ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant ainsi que leur montant HT et TTC.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées doivent être adressées à l'université en renseignant les informations suivantes :

- Le numéro SIRET qui identifiera l'Université Lyon 2 en tant que destinataire de la facture : 196 917 751 00014 ;
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande (45 + 8 chiffres) ;
- Le code service : 90020 (SCD)

13.3 - Périodicité des paiements

Dans le cas où l'exécution d'une prestation est inférieure à 3 mois, le paiement de chaque prestation commandée intervient en une seule fois après l'admission ou la décision d'admission avec réfaction des prestations. Dans ce cas, le commencement d'exécution des prestations ne donne pas lieu à des versements à titre d'acomptes.

Dans le cas où l'exécution d'une prestation est supérieure à 3 mois, la périodicité des acomptes est fixée au maximum à 3 mois et le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Nonobstant, lorsque le titulaire de l'accord-cadre est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, le délai prévu à l'article R.2191-22 est ramené à un mois à la demande du titulaire.

13.4 - Régime des paiements

Les paiements partiels et les acomptes n'ont jamais un caractère définitif avant l'établissement du solde du bon de commande.

13.5 - Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **30 jours** conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai légal donnera lieu au versement d'intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

En application de l'article D.2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement de 30 jours pourra toutefois être suspendu par décision de l'ordonnateur en application des articles R.2192-27 et suivants du code de la commande publique. Il notifiera à son cocontractant sa décision.

13.6 - Modifications financières pour circonstances imprévues

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les

parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties. La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant. L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 14 : Désignation de sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Conformément à l'article R2193-10 du Code de la commande Publique, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant accepté par l'Université Lumière Lyon 2 et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement par l'Université Lumière Lyon 2.

Une demande d'agrément du sous-traitant devra être formulée par le titulaire selon les dispositions définies aux articles R2193-1 à R2193-3 du Code de la Commande Publique. La demande doit être effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception ou par tous moyens permettant d'en accuser réception.

Outre l'acte spécial (formulaire DC4) complété, daté et signé, la déclaration de sous-traitance doit

obligatoirement comporter les pièces suivantes :

- Une attestation du titulaire établissant qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, le cas échéant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre 1er du titre IV du code de la commande publique ;
- L'attestation de régularité fiscale (<https://www.impots.gouv.fr/portail/>) ;
- L'attestation de vigilance relative à la fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations sociales (<https://www.urssaf.fr/portail/home.html>) ;
- Le justificatif d'immatriculation de l'opérateur économique (Kbis ou équivalent) ;
- L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle (RC PRO) ;
- Une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail ou attestation sur l'honneur déclarant ne pas employer de salarié étranger soumis à autorisation de travail ;
- Les pièces mentionnées et exigées dans le Code du travail notamment à l'article R 1263-12 concernant les salariés détachés (le cas échéant) ;
- Le relevé d'identité bancaire du sous-traitant ;
- Un dossier présentant les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant comportant :
 - Une liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années ;
 - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont sous-traitant disposera pour la réalisation de l'accord-cadre public - en cas de groupement, chaque candidat doit fournir cette information) ;
 - Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du sous-traitant et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
 - Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des prestations similaires à celles de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

L'Université Lumière Lyon 2 dispose de vingt-et-un (21) jours pour formuler son agrément à partir de la date figurant sur l'accusé de réception. Passé ce délai, le sous-traitant est réputé agréé.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG-Fournitures, la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, sera réalisée auprès du seul titulaire.

La répartition des sommes à payer au titulaire et à ses sous-traitants résultera de la déclaration spéciale visée aux articles R2193-1 et R2193-3 du Code de la Commande Publique.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure l'acheteur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues au titre du contrat de sous-traitance, l'Université Lumière Lyon 2 peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt. Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, l'Université Lumière Lyon 2 paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

Dans tous les cas, le titulaire de l'accord-cadre reste seul responsable, vis-à-vis de l'Université Lumière Lyon 2 ou des tiers, de l'exécution des services qu'il confie à des sous-traitants. Cette responsabilité couvre notamment et non limitativement la responsabilité et les clauses découlant de l'application du présent contrat.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire.

Article 15 : Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Conformément à l'instruction fiscale n° 13 du 25/01/06, les pénalités seront indiquées et appliquées en euros hors taxe non soumis à la TVA.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Aucune exonération n'est applicable. Le montant total des pénalités n'est pas limité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités.

L'application d'une pénalité est sans effet sur les actions civiles ou pénales pouvant être intentées par l'Université Lyon 2 à l'encontre du titulaire de l'accord-cadre. Aussi, il est expressément convenu entre les parties que l'application des pénalités par l'acheteur public n'a aucunement un caractère libératoire pour le titulaire de l'accord-cadre ; le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractées et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

15.1 - Pénalités de retard de livraison des consommables (lot 2)

En cas de retard de livraison, le titulaire encourt des pénalités fixées à **40 euros H.T. par jour de retard**. Cette pénalité commence à courir à partir du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

15.2 - Pénalités pour retard dans le cadre de la maintenance préventive

Lorsque la date prévue par le candidat et convenue par l'Université (et dont la traçabilité est garantie) pour les interventions de maintenance préventives, des pénalités pour retard pourront être appliquées. Ces pénalités commencent à courir dès le lendemain de la date d'intervention prévue. Lorsque le délai contractuel d'intervention préventive est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard, **une pénalité journalière de 50 € HT**.

Par ailleurs, lorsque la périodicité prévue par le présent C.C.P. n'est pas respectée du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de 200 €.

15.3 - Pénalités pour retard dans le cadre de la maintenance corrective

Lorsque le délai contractuel d'intervention corrective est dépassé du fait du titulaire, des pénalités pour retard seront appliquées. Les pénalités pour retard dans l'exécution de la maintenance corrective seront applicables dans le cas où le titulaire n'est pas en mesure d'intervenir dans le délai contractuel d'intervention indiqué à l'article 7.1.1 du présent C.C.P.

Lorsque le délai contractuel de réalisation d'un diagnostic n'est pas respecté, le titulaire encourt une **pénalité de 20 € HT par heure de retard**. Ces pénalités commencent à courir dès l'heure suivant le délai fixé pour formuler un diagnostic (soit 4 heures) et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

Lorsque le délai contractuel d'intervention corrective n'est pas respecté, le titulaire encourt une pénalité de :

Classification de l'incident	Pénalité
Incident bloquant	250 € H.T par jour de retard
Incident urgent et non bloquant	150 € H.T par jour de retard
Incident non urgent, non bloquant	75 € H.T par jour de retard

Ces pénalités commencent à courir dès le lendemain de la date d'intervention prévue et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

15.4 - Pénalités pour retard dans le cadre de la maintenance évolutive

Lorsque la date prévue par le candidat et convenue par l'Université pour les interventions de maintenance évolutives, n'est pas respectée du fait du titulaire, des pénalités pour retard pourront être appliquées. Ces pénalités commencent à courir dès le lendemain de la date d'intervention prévue et sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Lorsque le délai contractuel d'intervention préventive est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour ouvré de retard, **une pénalité journalière de 50 € HT**.

15.5 - Pénalités pour indisponibilité

L'indisponibilité débute :

- dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire. Lorsque l'accès des préposés du titulaire au matériel défaillant est retardé du fait du pouvoir adjudicateur, l'indisponibilité est suspendue jusqu'au moment où cet accès devient effectif ;
- dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire ou à son représentant qualifié, dans un lieu prévu par le marché.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'acheteur, des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit d'heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

Les temps d'indisponibilité se décomptent uniquement dans les limites de la période d'intervention qui s'étend du lundi au vendredi inclus de 8 heures à 18 heures, jours fériés exclus.

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées chaque fois que le temps d'indisponibilité dépasse deux jours ouvrés à compter du lendemain du jour de l'intervention pour une maintenance sur site et 15 jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire. Passés ces délais, le montant des pénalités est fixé à **50€ HT par jour de retard**.

15.6 - Autres violations contractuelles

Pour chaque violation contractuelle non susmentionnée, une pénalité forfaitaire d'un montant minimum de 50 € et pouvant aller jusqu'à 1 000 € maximum pourra être appliquée (le montant de la pénalité sera apprécié de manière discrétionnaire par l'université au regard de la nature de la nature et de la portée réelle du manquement constaté).

15.7 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, dans les deux cas énumérés à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent contrat, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 16 : Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Article 17 : Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Article 18 : Résiliation du marché

18.1- Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG- FCS, l'acheteur pourra à tout moment mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre ou à des bons de commande pour un motif d'intérêt général par décision de résiliation unilatérale qui devra être notifiée avec accusé de réception au titulaire de l'accord-cadre. Le titulaire n'a droit à aucune indemnité, y compris pour la part des frais et investissement éventuellement engagés pour l'accord-cadre ou un bon de commande et strictement nécessaire à son exécution.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43.2 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par l'acheteur, est ensuite notifié au titulaire.

18.2 Résiliation pour faute

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier, sans mise en demeure préalable, le contrat aux torts du titulaire. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

Outre les cas de résiliation prévues au CCAG de référence, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché dans l'hypothèse d'une carence répétée.

Le décompte de résiliation à la suite d'une décision de résiliation pour faute du titulaire est établi conformément à l'article 41.3 du CCAG-FCS. Ce décompte, une fois arrêté par la personne publique, est ensuite notifié au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut, à la date de sa notification.

Article 19 : Règlement des litiges et clause attributive de compétence

Conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu. Le délai de communication du mémoire en réclamation est prescrit à peine de forclusion.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Lyon
184 rue Duguesclin
69433 Lyon
Téléphone : 04 78 14 10 10
Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr
Télécopie : 04 78 14 10 65
Site internet : lyon.tribunal-administratif.fr

Article 20 : Dérogations au C.C.A.G.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 1.6 du contrat déroge aux articles 3.7.2 du CCAG

L'article 2 du contrat déroge aux articles 4.1 et 4.2.1 du CCAG

L'article 15 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG

L'article 15.5 du contrat déroge aux articles 14.1 et 14.2.5 du CCAG

L'article 18.1 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG

L'article 18.2 du contrat déroge à l'article 41.2 du CCAG



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(legifrance\)](#)

[CCAG Fournitures courantes et services 30 mars 2021](#)

ANNEXE 1 AU C.C.P.

LISTE DES MATERIELS

Campus Porte des Alpes - Bron

Description	Quantité
Automate Smartserve 400	5
Platine RFID USB 210	8
Station RFID P200X LSA4-SHD + boîtier FEIG MR 102-usb	4
Portique antivol RFID (smartgate 600) 2 unités de passage - compteur intégré	1

Campus Berges du Rhône - Chevreuil

Description	Quantité
Automate Smartserve 400	5
Platine RFID USB 210	8
Station RFID P200X LSA4-SHD + boîtier FEIG MR 102-usb	4
Portique antivol RFID (smartgate 600) 2 unités de passage - compteur intégré	1

ANNEXE 2 AU C.C.P.

LISTE DES CONSOMMABLES UTILISES

Désignation
Etiquettes Livres RFID F371 Recto blanc 50 x 50 mm Smartlabel 110
Etiquettes CD/DVD RFID Recto Transparent 116 mm Diamètre (grandes) Smartlabel 310
Etiquettes CD/DVD RFID Recto blanc 40 mm Diamètre (petites) Smartlabel 300
Etiquettes Leurres CD diamètre 40 mm
Rouleaux de tickets pour SSL 80*80 (boîte de 20 rouleaux)
Platines RFID compatibles avec le logiciel Bibliotheca staffConnect

Compatibilité des puces

Les puces actuelles respectent les normes suivantes :

- Fréquence 13,56 MHZ et respect de la norme ISO 18000-3.
- Intégration de l'identifiant et de l'antivol.
- Encodage AFI normalisé pour l'antivol, géré dans un champ spécifique.
- Identification individuelle pour chaque élément constituant 1 ouvrage unique (ex : monographie + CD).
- Adaptation à toute forme de support.
- Présence d'un système anticollision qui permet la lecture simultanée d'étiquettes.
- Les étiquettes ne sont pas imprimées.
- Les étiquettes sont fournies avec le bit antivol activé.